



## CHAPITRE 82

Loi concernant la cité de Québec

[Sanctionnée le 6 août 1965]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Inter-  
prétation.

**1.** Dans la présente loi, l'expression « Colline parlementaire » désigne la partie du territoire de la cité de Québec qui est décrite à l'annexe 1 de la Loi de la Commission d'aménagement de Québec.

Approba-  
tion de  
certains  
règle-  
ments,  
etc.

**2.** Aucun règlement, aucune résolution adoptés par la cité depuis le 21 juin 1965, dont l'objet est de la compétence de la Commission d'aménagement de Québec en vertu de la Loi de la Commission d'aménagement de Québec, n'ont d'effet dans le territoire de la Colline parlementaire tant que ce règlement ou cette résolution n'ont pas été approuvés par la Commission.

1929, c.  
95, a. 448,  
mod.

**3.** L'article 448 de la loi 19 George V, chapitre 95, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Plan di-  
recteur.

« Cependant, sur la Colline parlementaire, aucune rue, ruelle ou place publique ne peut être ouverte, élargie ou prolongée par la cité qu'en conformité avec un plan directeur approuvé par la Commission d'aménagement de Québec. »

1929, c.  
95, aa.  
548b et  
548c, aj.

**4.** Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 548a, édicté par l'article 19 de la loi 20 George V, chapitre 110, les suivants:

## CHAPTER 82

An Act respecting the city of Quebec

[Assented to 6th August 1965]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** In this act, the expression "Parliament Hill" means the portion of the territory of the city of Quebec described in schedule 1 to the Quebec Planning Commission Act.

Interpre-  
tation.

**2.** No by-law or resolution passed by the city since the 21st of June 1965, the object of which is within the competence of the Quebec Planning Commission under the Quebec Planning Commission Act, shall have effect in the territory of Parliament Hill as long as such by-law or resolution has not been approved by the Commission.

Approval  
of certain  
by-laws,  
etc.

**3.** Section 448 of the act 19 George V, chapter 95, is amended by adding the following paragraph:

1929, c.  
95, s. 448,  
am.

"Nevertheless, no street, lane or public place shall be opened, widened or extended by the city on Parliament Hill except in conformity with a master plan approved by the Quebec Planning Commission."

Master  
plan.

**4.** The said act is amended by adding, after section 548a, enacted by section 19 of the act 20 George V, chapter 110, the following:

1929, c.  
95, ss.  
548b,  
548c, ad.

Colline parlementaire.

Approbation de la Commission d'urbanisme non requise.

Certificat requis.

1962, c. 58, a. 21, remp.

Réglementation autorisée.

« **548b.** Le territoire de la Colline parlementaire est soustrait à la compétence de la Commission d'urbanisme et de conservation de Québec.

L'approbation préalable de cette commission n'est pas requise pour la délivrance d'un permis pour la construction, la réparation, la transformation ou la démolition d'immeubles situés dans ce territoire.

« **548c.** Aucun permis pour la construction ou la transformation d'immeubles situés sur la Colline parlementaire ne peut être délivré par l'ingénieur de la cité ou son adjoint si un certificat d'approbation des travaux projetés n'a pas été préalablement délivré par la Commission d'aménagement de Québec. »

**5.** L'article 21 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 58, modifié par l'article 10 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 69, est remplacé par les suivants:

« **21.** La cité est autorisée à faire des règlements pour:

a) acquérir par voie d'expropriation ou autrement, pour fins de rénovation et de réaménagement, la totalité ou une partie des immeubles compris dans le territoire de la Colline parlementaire;

b) acquérir par voie d'expropriation ou autrement tout immeuble requis pour la construction de logements à loyers modiques destinés aux personnes affectées par le réaménagement du territoire de la Colline parlementaire;

c) exécuter les travaux de déblaiement nécessaires au réaménagement des immeubles acquis en vertu des paragraphes a et b;

d) aliéner par vente ou bail emphytéotique, à l'enchère ou après demande de soumissions publiques, les terrains rendus disponibles pour réaménagement et qui ne sont pas requis pour fins municipales;

e) construire sur les terrains acquis en vertu du paragraphe b des logements à loyers modiques destinés aux personnes affectées par le réaménagement de la Colline parlementaire, en confier l'administration à une corporation constituée en vertu de l'article 13 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 69, et payer à cette corporation les sommes requises;

« **548b.** The territory of Parliament Hill is withdrawn from the jurisdiction of the Quebec Town-planning and Conservation Commission.

The prior approval of such Commission shall not be required for the issue of a permit to build, repair, alter or demolish immoveables in such territory.

« **548c.** No permit to build or alter immoveables on Parliament Hill may be issued by the city engineer or his assistant unless a certificate approving the proposed work has been previously issued by the Quebec Planning Commission. »

**5.** Section 21 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 58, amended by section 10 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 69, is replaced by the following:

« **21.** The city is authorized to make by-laws:

(a) to acquire by expropriation or otherwise, for renewal or redevelopment purposes, the whole or part of the immoveables on Parliament Hill;

(b) to acquire by expropriation or otherwise any immovable required for the construction of low-rental dwellings for persons affected by the redevelopment of Parliament Hill;

(c) to carry out clearance operations necessary for the redevelopment of the immoveables acquired under paragraphs a and b;

(d) to alienate by sale or emphyteutic lease, by auction or after calling for public tenders, the land made available for redevelopment and not required for municipal purposes;

(e) to build, on the land acquired under paragraph b, low-rental dwellings for persons affected by the redevelopment of Parliament Hill, entrust the administration thereof to a corporation constituted under section 13 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 69, and pay the required sums to such corporation;

f) emprunter, avec l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, les montants nécessaires à l'acquisition des immeubles requis et à l'exécution des travaux projetés; toutefois, la cité doit employer le produit de toute aliénation des immeubles acquis par elle en vertu des paragraphes *a* et *b* à rembourser le montant des emprunts contractés pour ces fins;

g) conclure avec le gouvernement du Canada ou tout autre organisme sous la juridiction de ce dernier des ententes aux fins de procéder à des études de rénovation et de réaménagement urbain, à l'acquisition et au déblaiement des terrains en vue du réaménagement, de la rénovation, de la réfection et de la modernisation des terrains compris dans le territoire de la Colline parlementaire et des édifices qui y sont construits, et à la construction et à l'administration pour les fins mentionnées au paragraphe *b*, de logements à loyers modiques.

Approba-  
tion.

L'exercice des pouvoirs prévus au présent article requiert l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil.

(f) to borrow, with the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, the sums necessary for the acquisition of the immovables required and for carrying out the proposed works; but the city shall use the proceeds of any alienation of immovables acquired by it under paragraph *a* and *b* to repay the amount of the loans contracted for such purposes;

(g) to make with the government of Canada, or any body under the jurisdiction of such government, agreements for the making of urban renewal and redevelopment studies, the acquisition and clearing of land for the redevelopment, renewal, regrading and modernization of land on Parliament Hill and of buildings erected thereon, and for the construction and administration, for the purposes mentioned in paragraph *b*, of low-rental dwellings.

The prior approval of the Lieutenant-Governor in Council shall be required for the exercise of the powers contemplated in this section.

Procé-  
dure d'ex-  
propria-  
tion.

« **21a.** Si la cité a décrété l'expropriation d'un immeuble en vertu du paragraphe *a* de l'article 21, elle peut, dès qu'elle a le pouvoir d'en prendre possession en vertu des articles 1066o et 1066p du Code de procédure civile et après avoir été spécialement autorisée à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil, faire déposer au bureau d'enregistrement de Québec le plan et la description de l'immeuble qu'elle veut exproprier, signés par un arpenteur-géomètre et certifiés par l'ingénieur de la cité ou son adjoint. Ce dépôt transporte à la cité la propriété de l'immeuble exproprié, libre de toute charge autre que l'obligation de payer l'indemnité adjugée, sur laquelle seuls les droits réels affectant l'immeuble sont conservés et peuvent être exercés. A compter de ce dépôt, la cité est saisie de la possession de l'immeuble et peut prendre tous les moyens nécessaires pour faire cesser toute résistance à sa possession.

« **21a.** If the city has ordered the expropriation of an immovable under paragraph *a* of section 21, it may, upon being empowered to take possession thereof under sections 1066o and 1066p of the Code of Civil Procedure and after being specially authorized for such purpose by the Lieutenant-Governor in Council, cause to be deposited at the Quebec registry office the plan and description of the immovable it wishes to expropriate, signed by a land surveyor and certified by the city engineer or his assistant. Such deposit shall convey to the city the ownership of the immovable expropriated, free of all encumbrances other than the obligation to pay the indemnity awarded, against which alone the real rights affecting the immovable shall be preserved and may be exercised. Upon the making of such deposit, the city shall be entitled to possession of the immovable and may take all necessary steps to overcome any opposition to its possession.

Expro-  
priation  
procedure.

For the purposes of the transfer of ownership, the deposit provided for in

Effet du  
dépôt.

Le dépôt prévu au présent article tient lieu pour les fins du transport de propriété

Effect of  
deposit.

de l'enregistrement prescrit à l'article 1066*m* du Code de procédure civile. »

this section shall replace the registration prescribed in article 1066*m* of the Code of Civil Procedure."

Aire de réaménagement numéro 10.

**6.** La cité est autorisée à décréter par règlement que, pour une période n'excédant pas douze mois après la sanction de la présente loi, aucune modification, transformation ou addition ne pourra être faite aux immeubles situés dans le territoire désigné sous le nom de « aire de réaménagement numéro 10 » dans le Rapport de la Commission d'enquête sur le logement de la cité de Québec, déposé en 1961, et décrit au plan numéro 18 dudit Rapport; ce territoire est indiqué par un liséré vert sur un plan intitulé « Plan de la Cité de Québec concernant l'aire de réaménagement n° 10 », portant la date du 9 juillet 1965, signé par Jules-A. Lafleur, arpenteur-géomètre de la cité, et déposé au bureau du greffier de la cité. Cependant, si un plan de réaménagement est adopté pour certains endroits dans ce territoire, les permis de construction pour des projets situés dans ces endroits pourront être approuvés par la Commission d'urbanisme et de conservation de Québec et délivrés et signés par l'ingénieur de la cité, sous réserve toutefois des pouvoirs du Comité exécutif en vertu du paragraphe 23 de l'article 185 de la Charte de la cité (13-14 Elizabeth II, chapitre 81).

Application restreinte.

Le présent article ne s'applique pas aux deux parties de l'aire de réaménagement numéro 10 qui sont indiquées par un liséré brun sur le plan ci-dessus mentionné.

Entrée en vigueur.

**7.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**6.** The city is authorized to order, by by-law, that for a period not exceeding twelve months after the sanction of this act, no change, alteration or extension may be made to immovable properties situated in the territory designated under the name of "Redevelopment Area Number 10" in the Report of the Commission of Inquiry on Housing in the City of Quebec, deposited in 1961, and described in Plan number 18 of the said Report; this territory is indicated edged in green on a plan entitled "Plan of the City of Quebec respecting Redevelopment Area Number 10", bearing date of July 9, 1965, signed by Jules-A. Lafleur, Land Surveyor for the City, and deposited at the office of the Clerk of the City. However, if a redevelopment plan is adopted for certain places in this territory, building permits for projects situated in these places may be approved by the Quebec Town-Planning and Conservation Commission and delivered and signed by the City Engineer, under reserve however of the powers of the Executive Committee under paragraph 23 of section 185 of the Charter of the City (13-14 Elizabeth II, chapter 81).

Redevelopment Area Number 10.

This section shall not apply to the two portions of Redevelopment Area Number 10 which are indicated edged in brown on the plan hereinabove mentioned.

Restricted application.

**7.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.